



STELLANTIS CTCY

Lundi 20 octobre 2025

Budget Lecornu : une attaque féroce Pour nous défendre, ne comptons que sur nous-mêmes

Le 17 octobre, l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la France en raison d'une « incertitude élevée » sur ses finances publiques. Les milieux financiers rappellent à Macron et Lecornu que leur mission est de s'attaquer toujours plus fort aux travailleurs et travailleuses.

Coups et mauvais coups

Consigne entendue ! Dans l'éducation, le gouvernement s'apprête à supprimer 4 000 postes d'enseignants et à ralentir le recrutement des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

L'augmentation du budget des hôpitaux est limitée à 1,6 %, alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %.

Les salaires de la fonction publique n'augmenteront pas de sitôt, à l'instar des allocations familiales, des bourses étudiantes ou des pensions de retraite, qui seront sous-indexées par rapport à l'inflation de 0,4 %, à partir de 2027. Les apprentis verront même leur salaire net baisser !

Les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers perdront leurs aides pour le logement (APL) et les étrangers devront payer davantage de frais pour les demandes de titres de séjour.

Même les tickets resto et les chèques vacances vont être taxés à 8 % !

Le projet de financement de la Sécurité sociale prévoit plus de 7 milliards d'euros d'économies sur la santé, avec le doublement des franchises médicales et du reste à charge sur les médicaments, les transports sanitaires, les consultations médicales, et maintenant les dispositifs médicaux, comme les prothèses. Les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) perdront l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières.

Toutes ces attaques vont s'ajouter à nos difficultés quotidiennes pourtant déjà nombreuses.

Grossière tentative d'arnaque sur les retraites

Pourtant, certains osent prétendre que ce budget est une avancée, car il contiendrait la suspension de la réforme des retraites de 2023. En fait, il s'agit d'un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, car le nombre de trimestres

nécessaires pour obtenir une retraite pleine continue d'augmenter, l'augmentation est juste ralentie. En plus, pour que cette prétendue concession soit adoptée, il faudrait voter tout le budget de Lecornu !

Cela a suffi aux députés socialistes pour renoncer à la censure. Leurs partenaires du Nouveau Front populaire crient à la trahison... mais on ne peut être trahi que par ceux à qui on fait confiance ! La trahison, c'était plutôt de remettre en selle le Parti socialiste lors des élections législatives de 2022 et 2024.

Ce n'est cependant pas un hasard si la manœuvre de Lecornu pour faire passer ses attaques, concerne les retraites : c'est là qu'il y a eu les plus importantes luttes nationales ces dernières années, preuve que nos luttes laissent toujours des traces.

Préparons-nous à riposter

À nous de faire échec à cette piètre tentative de détournement, en nous mettant en grève, tous et toutes ensemble, pour imposer que pas un seul salaire ni une seule allocation ne soit inférieurs à 2000 euros, pour des embauches massives dans les services publics, pour l'interdiction des licenciements...

Si les directions syndicales ne semblent pas pressées de préparer la contre-attaque, la CFDT se réjouissant même de l'entourloupe de Lecornu, certains n'attendent pas pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires ou leurs droits, comme les postiers du 17^e arrondissement de Paris, les cheminots de la gare Saint-Lazare, les ouvriers de la logistique et du transport de Geodis, les salariés d'Auchan, les étudiants sans-facs de l'université de Nanterre...

Les gouvernements changent, les politiciens passent, mais les politiques restent et resteront tant que les patrons, les actionnaires, les banquiers, qui ne dépendent pas des élections, garderont leur pouvoir. Alors regroupons-nous pour le renverser. C'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider !

Les ouvriers de Poissy ne lâchent rien !

Ce n'est pas le chômage partiel imposé qui les empêchera de se faire entendre : jeudi dernier, une quarantaine de salariés de l'usine sont allés promouvoir leur combat pour obtenir des garanties sur leurs emplois auprès des habitants au marché Beauregard de Poissy. Ce dernier est fréquenté par de nombreux anciens salariés de l'usine, l'accueil a donc été très chaleureux car nombreux sont ceux qui savent la catastrophe que peut provoquer sa fermeture, pour ceux qui y travaillent bien sûr, mais aussi pour toutes les classes populaires dont le revenu peut dépendre de l'emploi à l'usine. Ce combat est aussi le leur.

Les chauffeurs Stellantis démarrent fort

Après avoir poussé des ouvriers à devenir conducteurs de camions porte-véhicules, la direction cherche maintenant à se débarrasser des chauffeurs en transférant cette activité à la filiale Drive for You. Ils dépendraient alors de la convention collective du transport routier avec pour conséquences : le passage de 42h de transports aujourd'hui à 50h voir 56h par semaine, la suppression des primes de détachement longue durée de 800€, de rentrée, d'ancienneté, du 13^{ème} mois et de l'intéressement. En cas de refus, les ouvriers n'auraient alors qu'à retourner sur les chaînes.

Face à ce chantage, les chauffeurs de Poissy, Hordain et Valenciennes se sont très majoritairement mis en grève ce lundi et ont envoyé leurs revendications à la direction : notamment le maintien de leurs primes, du 13^{ème} mois et des conditions de travail actuelles. Ils sont déterminés à ne pas se laisser faire, et ils ont bien raison !

Perdre sa vie à la gagner

Ronald Adams, un ouvrier qualifié de Stellantis à Detroit (Michigan), a été blessé mortellement alors qu'il effectuait la maintenance d'un système de lavage industriel il y a maintenant 6 mois. Sa veuve attend toujours de savoir ce qui s'est réellement passé.

C'est le 2^{ème} ouvrier Stellantis américain mort au travail en quelques mois. L'an dernier, l'agence fédérale de la sécurité au travail a condamné l'entreprise à une amende de 16 000 dollars pour insuffisance de protection – amende que Stellantis conteste. Aux États-Unis comme en France, le travail tue : 5,07 accidents mortels pour 100 000 salariés en 2022...

L'arnaque du CDI senior

L'Assemblée nationale a adopté le CDI senior, un contrat dérogatoire au Code du travail qui permet d'employer pour moins cher un travailleur de plus de 60 ans (voire dès 57 ans si accord de branche) puis de le mettre à la retraite avec des exonérations patronales sur l'indemnité de mise à la retraite. Sous prétexte de « faciliter l'embauche des plus de 60 ans », ce contrat

de travail au rabais avait été négocié, en novembre dernier, par les organisations patronales d'un côté, la CFDT, FO, la CFE-CGC et la CFTC de l'autre. Il avait été présenté à l'époque comme « une avancée sociale ». Une bonne blague. Ce dont ont besoin les seniors c'est d'une retraite décente d'au moins 2 000 euros par mois dès 60 ans.

Belgique : plus de 100 000 manifestants à Bruxelles contre l'austérité

Plus de 100 000 personnes ont défilé dans la capitale belge pour protester contre les multiples attaques de la coalition au pouvoir contre les services sociaux. Le gouvernement fédéral prépare des réformes drastiques notamment sur les retraites, les allocations de chômage et les frais de scolarité. La grève nationale, lancée par les syndicats socialistes et chrétiens, a provoqué des perturbations importantes, notamment dans les transports et les aéroports. Mais il en faudra plus pour faire reculer un gouvernement qui défend ouvertement le grand patronat et s'en prend toujours plus aux classes populaires.

États-Unis : importante mobilisation contre Donald Trump

Environ sept millions de personnes ont participé samedi 18 octobre à de nombreuses manifestations pour protester contre la politique de Donald Trump, en particulier la chasse aux migrants, les licenciements massifs dans l'administration, les atteintes aux droits humains, les tentatives de museler la presse, etc. Sous le slogan « No Kings » (« Pas de rois ») 2 700 rassemblements ont eu lieu dans tout le pays. Cette journée de protestation fait suite à une première mobilisation en juin 2025, qui avait rassemblé plus de cinq millions de personnes lors de 2 000 rassemblements dans tous les États. Elle montre le ras-le-bol d'une fraction croissante de la population à l'égard du locataire de la Maison-Blanche. Mais il faudra plus que de simples manifestations de rue pour se débarrasser de Trump et de sa politique.

Madagascar : le nouveau président, un habitué des coups d'État

Moins d'une semaine après avoir renversé Andry Rajoelina, le colonel Michael Randrianirina va devenir président de la République. À la tête d'une unité militaire, baptisée Capsat (Corps d'Armée des personnels et des services administratifs et techniques), il s'était rallié à la révolte populaire pour mieux en prendre le contrôle. Il a juré de pas vouloir confisquer le pouvoir et promis des élections dans un délai maximum de deux ans. Il n'y a plus qu'à le croire sur parole. Rappelons que c'est déjà la Capsat qui avait amené au pouvoir en 2009, lors d'un précédent coup d'État, le président Rajoelina, celui même que ce corps d'armée vient de renverser.